



Editorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE
DU COURANT
SITUACIÓN

GLOBAL

Syrie : Impact de la chute de Bachar al-Assad au Moyen-Orient.

RÉGIONAL

Retour de la gauche en Uruguay: causes et conséquences d'une tendance à la hausse dans la région.

LOCAL

Négociations et consolidation de la paix avec le GAOs en Colombie: Comment sont liées les tentatives de dialogue avec le gouvernement national et les ruptures internes des structures?



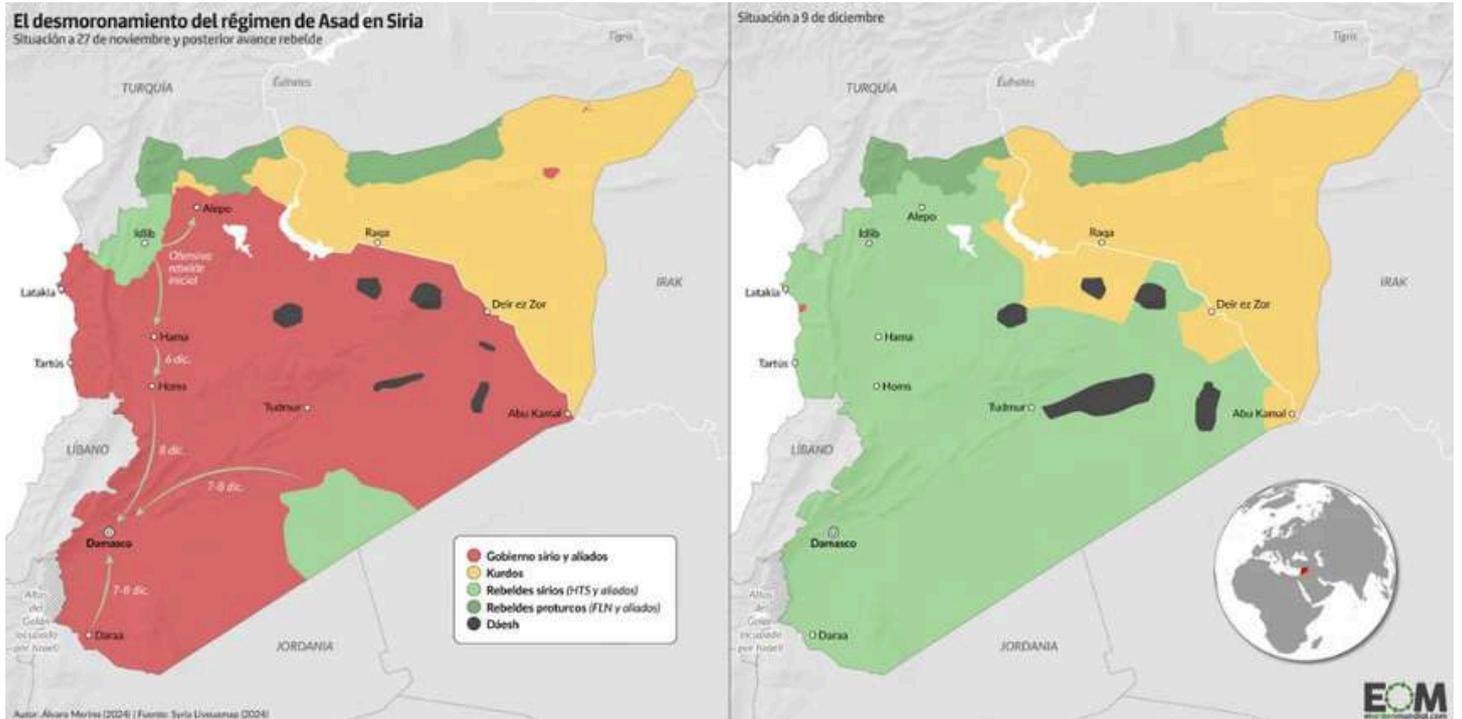
Syrie: Impact de la chute de Bachar al-Assad au Moyen-Orient.



Source : Wikimedia Commons, Rebelles syriens à Alep, 30 novembre 2024.

Le 27 novembre, les forces rebelles ont lancé une offensive contre les troupes de Bachar al-Assad, aboutissant à la chute du régime en moins de 15 jours. La guerre civile syrienne a des racines profondes dans la dictature de Hafez al-Assad, qui a dirigé la Syrie de 1971 jusqu'à sa mort en 2000, et dans la continuité de son fils Bachar al-Assad au pouvoir. Bien qu'ayant promis des réformes démocratiques, le régime de Bachar est resté autoritaire, ce qui a conduit à une méfiance croissante de la population syrienne. En 2011, poussés par le Printemps arabe, les Syriens ont commencé à manifester dans les rues pour réclamer la démocratie, mais la réponse du gouvernement a été brutale, envoyant l'armée pour réprimer les manifestants. Cela a conduit à la formation de groupes rebelles dans tout le pays, qui ont pris les armes contre le régime.

Carte de l'offensive rebelle en Syrie



Source : EOM, 2024.

En novembre 2024, une coalition de forces rebelles, dirigée par le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Shams (HTS), a réussi à s'emparer d'importants points stratégiques et a capturé des villes clés, atteignant Damas, où ils ont découvert que Bachar al-Assad s'était enfui. Quelques heures plus tard, la Russie a confirmé qu'Assad s'était réfugié à Moscou. Le manque de soutien de leurs alliés, la Russie et l'Iran, qui se concentraient sur d'autres conflits tels que la guerre à Gaza et la guerre en Ukraine, a permis aux rebelles de saisir l'opportunité de renverser le régime. Ce changement de pouvoir en Syrie a eu un grand impact à la fois sur les conflits régionaux au Moyen-Orient et sur la politique internationale.

L'avenir de la Syrie dépendra en grande partie de la position des États-Unis, dont le rôle dans la région reste incertain. Selon Ali Bilgic, le comportement des acteurs clés en Syrie sera défini par la décision des États-Unis de s'impliquer ou non. Pour Washington, la chute du régime d'Assad, soutenu par Moscou et Téhéran, représente un signe positif, car il tente de remplacer le gouvernement syrien depuis 2011. Le président Joe Biden a averti que la situation en Syrie pourrait déstabiliser davantage la région. Si les États-Unis décidaient de ne pas intervenir, le vide de pouvoir en Syrie pourrait être comblé par d'autres acteurs, et la Russie serait l'un des principaux, notamment pour maintenir sa base navale dans le pays, stratégique pour ses opérations en Afrique. Malgré les changements politiques à Washington, Ali Bilgic estime qu'il est peu probable qu'un président américain soit élu. États-Unis. ignorez la Syrie, car il y a trop en jeu pour les États-Unis. De plus, les États-Unis continuent d'avoir une présence militaire dans le nord-est de la Syrie, où les Kurdes contrôlent d'importantes ressources naturelles telles que le pétrole et le gaz. Le soutien américain est essentiel pour les Kurdes, qui entretiennent des camps de détention pour les anciens combattants de l'État islamique. Cela explique pourquoi le retrait total des forces américaines des États-Unis. cela n'a jamais été une option viable en Syrie, même pendant la présidence de Donald Trump (BBC, 2024).



L'Iran, pour sa part, a exprimé le souhait de maintenir des relations "amicales" avec la Syrie, bien que son influence ait considérablement diminué. Téhéran a fourni un soutien militaire essentiel aux forces d'Assad et a entraîné l'une des principales milices combattant les groupes d'opposition. Cependant, la chute d'Assad et les défis auxquels sont confrontés les autres alliés de l'Iran, tels que le Hezbollah, ont laissé la Syrie plus isolée. Le Hezbollah, qui était essentiel dans la connexion entre l'Iran et la Syrie, a été affaibli après sa confrontation avec Israël, et d'autres factions soutenues par l'Iran, comme les Houthis au Yémen, ont également subi des pertes. Certains analystes considèrent la chute d'Assad comme un coup presque fatal pour le Hezbollah, et ce changement de dynamique géopolitique est considéré comme positif pour Israël, qui célèbre la réduction de l'influence de l'Iran dans la région ([BBC](#), 2024).

Israël, bien qu'il se concentre sur les conflits à Gaza et au Liban depuis plus d'un an, continue de frapper des cibles militaires en Syrie, en particulier celles liées à l'arsenal présumé d'armes chimiques d'Assad. Depuis la chute d'Assad, les avions de combat israéliens ont mené de nombreuses attaques en Syrie, y compris la destruction d'un centre de recherche lié à la production d'armes chimiques. De plus, le gouvernement israélien a temporairement pris le contrôle de la zone démilitarisée sur les hauteurs du Golan, arguant que l'accord de retrait signé en 1974 avec la Syrie s'était "effondré", les troupes syriennes s'étant retirées de leurs postes. Israël a occupé le plateau du Golan en 1967 pendant la guerre des Six Jours et l'a annexé en 1981, une décision considérée comme illégale au regard du droit international, bien qu'Israël le nie. Environ 20 000 Arabes druzes et plus de 30 colonies juives comptant environ 20 000 habitants vivent dans cette région. La Syrie a insisté sur le fait qu'elle n'accepterait pas un accord de paix avec Israël à moins qu'elle ne se retire des hauteurs du Golan. Pendant le soulèvement de 2011, Israël a calculé que, malgré les liens d'Assad avec l'Iran et le Hezbollah, son règne était préférable à ce qui pourrait émerger si le régime d'Assad tombait. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré qu'Israël "enverrait une main de paix" aux Syriens qui souhaitent vivre en paix avec Israël ([BBC](#), 2024).



Retour de la gauche en Uruguay: causes et conséquences d'une tendance à la hausse dans la région.

Dimanche dernier, le 24 novembre, les élections présidentielles ont eu lieu en Uruguay, donnant le gauchiste Yamandú Orsi vainqueur avec 49,8% des voix. Orsi, appartenant au Front large et allié politique de José "Pepe" Mujica, a battu de près de quatre points le candidat du gouvernement de centre-droit de Luis Lacalle Pou, Álvaro Delgado. Le nouveau président assumera la présidence le 01 mars 2025 et occupera le poste pendant cinq ans. Le projet présidentiel du président visera à promouvoir la croissance économique, à réduire la pauvreté et à "redéfinir la matrice de la protection sociale." La sécurité jouera également un rôle essentiel à l'ordre du jour, car l'un des sujets qui préoccupent le plus les citoyens est l'insécurité, alimentée par les gangs de trafiquants de drogue et le crime organisé ([France 24, 2024](#)).

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, en Uruguay, l'arrivée d'un président de gauche après un président de droite ne répond pas nécessairement à un épuisement du gouvernement précédent ou à la recherche d'un changement radical de la part des citoyens. Dans ce cas, les deux candidats avaient des chances de gagner et l'atmosphère électorale n'était pas particulièrement polarisante.



Source : Statista, 2024.

Cependant, l'Orsi a commencé à en profiter en juin 2024, lorsqu'elle a entamé une campagne intense qui a abouti au renforcement de sa présence au niveau national. Cela s'est intensifié après le premier tour, lorsque le désormais président élu s'est rapproché de plus en plus des citoyens, a fait le tour des départements les plus éloignés de la capitale et a montré ses talents de négociateur ([France 24](#), 2024).

Parallèlement à l'augmentation du nombre d'électeurs d'Orsi, les partisans de Delgado diminuaient, non pas parce que les citoyens évaluaient négativement le précédent mandat de droite, mais parce qu'une image de "stagnation" commençait à se répandre en référence à l'Uruguay ([El País](#), 2024).



La victoire d'Orsi marque la résurgence de la coalition progressiste uruguayenne, où se distinguent de grandes figures telles que José "Pepe" Mujica et Tabaré Vázquez ([France 24, 2024](#)). Cette résurgence de la gauche ne se limite pas à l'Uruguay, au contraire, depuis quelques années, c'est une tendance au niveau régional. Au Venezuela, Nicolás Maduro mène, malgré toutes les questions sur sa victoire et son caractère de dictateur. Luiz Inácio Lula da Silva est arrivé au Brésil, Gabriel Boric occupe le poste au Chili et en Colombie, depuis 2022, le président est Gustavo Petro. Bien que pas dans tous les cas, dans beaucoup d'entre eux, la gauche est arrivée après une période de droits durs, ce qui montre l'épuisement et la polarisation des contextes régionaux ([BBC, 2024](#)).

Bien que la transition d'une administration de droite à une administration de gauche indique généralement une période de changements radicaux en Amérique latine, ce n'est pas le cas en Uruguay. Historiquement, l'Uruguay a été l'une des démocraties les plus solides et les plus stables de la région. Contrairement à d'autres pays, le passage d'une administration à une autre avec des spectres opposés n'est pas lié aux idées de naissance d'un nouveau pays. En fait, les Uruguayens ont toujours préféré des transitions lentes, où la continuité des politiques est indépendante de qui vient gouverner. Que ce soit à gauche ou à droite, en Uruguay, ce qui a commencé dans le mandat précédent n'est pas entravé, les cas qui démontrent une telle situation sont, par exemple, la légalisation de la marijuana ou l'utilisation des énergies renouvelables ([BBC, 2024](#)). En raison de ce qui précède, il est prévu que dans les années à venir, il n'y aura pas de changements radicaux dans le pays voisin, mais que les plans et projets qui ont été construits depuis le mandat précédent se poursuivront, bien qu'avec sûrement des approches et des priorités différentes.

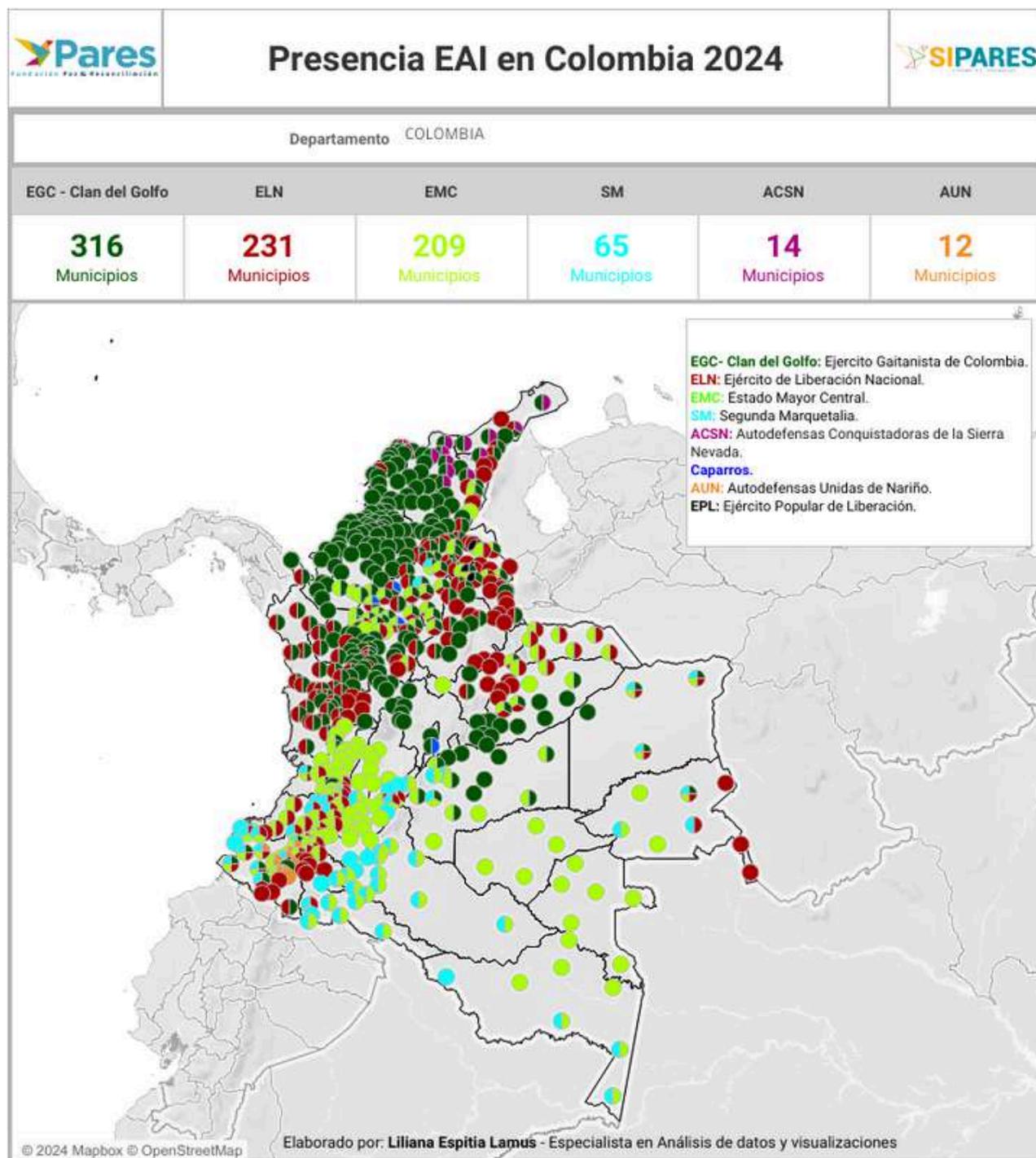


Négociations et consolidation de la paix avec le GAOs en Colombie: Comment sont liées les tentatives de dialogue avec le gouvernement national et les ruptures internes des structures?

La paix a été l'un des principaux drapeaux de Gustavo Petro depuis sa candidature à la présidence. Dans ce cadre, depuis 2022, le projet "Paix Totale" a été développé, qui vise à établir des tables de dialogue et de négociation avec des structures criminelles de différents niveaux au niveau national, dans le but de parvenir à des accords d'accueil à la justice qui réduisent les niveaux de violence et d'insécurité dans le pays. Dès le début, les nombreux obstacles et défis liés au projet ont été mis en lumière, soulignant parmi eux la possibilité que toutes les organisations n'avaient pas une véritable volonté de paix. Deux ans après la mise en œuvre des premières mesures, le paysage sécuritaire en Colombie est extrêmement complexe et les structures qui siègent ou ont siégé aux tables ont été renforcées et consolidées sur le territoire.

Les négociations entre le Gouvernement national et les différents Groupes Armés Organisés (GAO) et Groupes Criminels Organisés (GDO) en sont à des stades différents.

Dans le cas du Clan du Golfe, les dialogues n'ont pas avancé, les deux parties sont dans une phase exploratoire, où les intentions de consolidation de la paix de l'organisation ont été remises en question. En ce qui concerne l'ELN, le processus a été critique et à ce stade, il n'y a rien de concret. Les dialogues ont été fortement affectés par les violations constantes du cessez-le-feu bilatéral par le GAO dans plusieurs régions du pays. Les perspectives avec l'État-Major Central (CME) et la Deuxième Marquetalia semblent plus favorables. Dans le cas de l'EMC, les dialogues ont eu des résultats positifs, le cessez-le-feu bilatéral est actuellement en vigueur et le gouvernement a reconnu plusieurs membres du groupe pour intégrer le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu. Avec la Deuxième Marquetalia, le gouvernement n'est pas parvenu à un cessez-le-feu, mais il a accepté de désamorcer le conflit et de continuer aux tables de négociation (La Silla Vacía, 2024).



Source : Pares, 2024.



Dans ce contexte de négociation, certaines structures ont connu des ruptures internes, au point que de nouveaux groupes ont été créés à la suite de la fragmentation. Dans le cas de l'EMC, les divergences concernant les processus de négociation avec le gouvernement ont abouti à la scission de l'organisation en deux: l'une dirigée par l'alias "Iván Mordisco" et l'autre dirigée par l'alias "Calarcá". Ce dernier est la faction qui négocie actuellement avec le gouvernement. La Deuxième Marquetalia a également connu un processus de rupture en 2024, les sous-structures de la Coordination de la Guérilla du Pacifique et les Commandos des Frontières se sont distancées du reste de l'organisation et sont celles qui sont en cours de négociation politique. L'ELN est une autre des structures qui se sont fragmentées cette année en raison des positions différentes concernant les négociations avec le gouvernement national. Au cours du second semestre 2024, les GAO Comuneros del Sur ont émergé, un groupe qui faisait auparavant partie de l'ELN mais qui s'est séparé de l'organisation lors des tables de dialogue. Actuellement, les négociations avec les Comuneros du Sud sont sur la bonne voie, tandis qu'avec l'ELN la situation reste critique.

Le panorama dans le pays est complexe. Les multiples tables de dialogue, plutôt que d'atténuer le conflit et l'insécurité dans le pays, ont fini par renforcer la plupart des GAO. Malgré cela, alors qu'ils se consolident sur le territoire, ils ont également connu des situations de rupture. Ce qui précède n'est pas seulement dû au contexte de négociation avec le gouvernement national, mais à la solidité et à la cohésion des structures criminelles, les organisations peuvent croître plus rapidement que leur cohésion en tant que groupe, qui à son tour peut répondre à la structure horizontale, plutôt que verticale des mêmes groupes.

Note. La recherche et l'analyse contenues dans ce rapport sont exclusives à **3+ Security Colombia**. Il est donc recommandé de ne pas divulguer le document en question. **3+Security Colombia Ltda.** se réserve le droit d'interpréter les informations présentées par le lecteur."



Laissez-nous vous accompagner
avec le service que vous méritez.

www.3securitycol.com

RÉFÉRENCES

BBC. (10 de Diciembre de 2024). Qué grupos y potencias internacionales tienen intereses en Siria y cómo se verán afectados por la caída de Al Assad. Obtenido de:
<https://www.bbc.com/mundo/articulos/cg4z5drn7xeo>

BBC. (25 de Noviembre de 2024). Quién es Yamandú Orsi, el profesor de historia heredero de la izquierda de José Mujica que fue electo presidente de Uruguay. Obtenido de:
<https://www.bbc.com/mundo/articulos/c05zrlvlg53o>

El País. (24 de Noviembre de 2024). La izquierda de José Mujica vuelve al poder en Uruguay. Obtenido de:
<https://elpais.com/america/2024-11-25/la-izquierda-de-jose-mujica-vuelve-al-poder-en-uruguay-segun-los-primeros-sondeos-a-pie-de-urna.html>

France 24. (25 de Noviembre de 2024). La izquierda regresa al poder en Uruguay: ¿qué se espera con Yamandú Orsi? Obtenido de:
<https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20241125-la-izquierda-regresa-al-poder-en-uruguay-qu%C3%A9-se-espera-con-yamand%C3%BA-orsi>

La Silla Vacía. (28 de Enero de 2024). Monitor de avance de la paz total del gobierno Petro. Obtenido de:
<https://www.lasillavacia.com/silla-nacional/rayos-x-a-la-paz-total/>